

MANDATS PARLEMENTAIRES POUR LES HOMMES D'AFFAIRES

Louisa Hanoune y voit des conflits d'intérêts

La secrétaire générale du Parti des travailleurs est contre les mandats parlementaires pour les hommes d'affaires. «Les hommes d'affaires doivent renoncer à leurs affaires s'ils désirent siéger au Parlement», a-t-elle réitéré hier sur les ondes de la radio Algérie internationale.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Louisa Hanoune, qui multiplie les interventions publiques et médiatiques, a, en guise d'illustration étayant son propos, convoqué l'affaire dite du «chiffon», en référence à la réintroduction de l'importation de la friperie.

Pour elle, il y a incontestablement conflit d'intérêts. Ceci avant d'attester que les hommes d'affaires représentent 20% de la composante actuelle de l'Assemblée populaire nationale (APN).

A moins d'une surprise, le Parti des travailleurs votera en faveur du projet de loi qui instituera l'incompatibilité du mandat parlementaire.

En revanche, il adoptera la réserve concernant la disposition

du projet de loi électorale qui oblige les partis politiques et les indépendants d'intégrer les femmes à raison de 30% dans les listes électorales.

«L'institution des quotas n'est pas la solution. A notre sens, c'est une discrimination. De plus, c'est une immixtion flagrante de l'administration dans les affaires internes des partis politiques. Cependant, on n'est pas contre», a martelé Louisa Hanoune.

La secrétaire générale du Parti des travailleurs fera, sans doute, tout pour faire valoir la disposition du projet du code électoral portant sur l'interdiction de la transhumance politique.

Selon Louisa Hanoune, il y a des parties à l'APN qui travaillent



Louisa Hanoune, secrétaire générale du PT.

à vider les réformes politiques de leur contenu. Elle a rappelé que le

secrétaire générale du FLN, Abdelaziz Belkhadem, était favo-

nable, en 2008, à l'élaboration d'une loi interdisant le «nomadisme» politique.

Aujourd'hui, il se trouve que c'est le FLN qui met tout son poids pour éviter que cette disposition du projet du code électoral ne passe pas. «Pourquoi Abdelaziz Belkhadem a-t-il accepté le projet du code en Conseil des ministres ? Pourquoi ne s'y est-il pas opposé alors à la disposition en question ?», s'est interrogée Louisa Hanoune qui, au passage, a signifié que son parti est contre l'agencement des réformes.

«On aurait dû commencer par la révision de la Constitution avant de venir aux lois.» Mais Louisa Hanoune n'a pas nié avoir participé au processus. La responsable du PT a dit n'avoir pas bien accueilli l'effacement d'une partie des dettes du patronat privé, décidée lors de la dernière tripartite.

S. A. I.

L'AMBASSADEUR DE FRANCE, HIER, À SERKADJI

Retour sur le lieu du crime

L'ambassadeur de France à Alger s'est rendu, hier, à la prison de Serkadji. Officiellement, la visite de Xavier Driencourt au sein de cet établissement chargé d'histoire entrainait dans le cadre de la célébration de la «Journée mondiale contre la peine de mort».

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - La prison de Serkadji, ex-Barberousse, a accueilli, hier, l'ambassadeur de France à Alger. Sortie plutôt inattendue du premier représentant de l'Etat français en terre d'Algérie dont l'objectif premier était de célébrer la «Journée mondiale contre la peine de mort».

Arrivé à 15 h 30, le diplomate a été reçu par le directeur général de l'administration pénitentiaire et un conseiller du ministre de la Justice. Le groupe s'est ensuite dirigé vers la stèle en marbre sur laquelle sont inscrits les noms des militants du FLN guillotins par l'administration française.

Une stèle érigée à l'endroit même où était disposée la guillotine. «Je voudrais vous dire que nous sommes honorés de la visite que vous effectuez dans l'établissement de Serkadji. Cette visite n'est pas ordinaire puisqu'elle se déroule dans un établissement qui n'est pas un lieu de détention ordinaire. En effet, l'établissement de Serkadji est chargé d'histoire et symbolise le sacrifice suprême consenti par les meilleurs fils de l'Algérie au nom de la dignité de tous les algériens», souligne le directeur de la prison avant de demander à l'assistance d'observer une minute de silence. Moment solennel tout juste troublé par le crépitement des flashes. Sauf que les martyrs de Serkadji n'auront pas droit au traditionnel dépôt de gerbe, l'ambassadeur ayant «oublié» de ramener des fleurs.

Hugo, Camus et les autruches

La seconde phase de la visite s'est déroulée au salon d'honneur où l'ambassadeur a été invité à signer le livre d'or de la prison. Là encore, Xavier Driencourt fera en

sorte de ne pas sortir de l'ordre du jour qu'il s'est imposé. A ce titre, il choisira de citer deux auteurs français. «Partout où la peine de mort existe, la barbarie domine ; partout où la peine de mort disparaît, la civilisation règne», a-t-il écrit en reprenant un passage du discours de Victor Hugo prononcé en 1848 devant l'Assemblée nationale française. L'Algérie, n'ayant pas aboli la peine de mort, reste donc un pays où «domine encore la barbarie».

La seconde citation, empruntée à Albert Camus, peut, là aussi, prêter à équivoque : «Dans tout coupable, il y a une part d'innocence ; c'est la raison pour laquelle la condamnation à mort est révoltante (Albert Camus, Lettre à Jean Grenier, 1957)». Car dans ce cas précis, qui est coupable,

l'Etat français ou l'Algérien exécuté pour avoir défendu un idéal ?

Interpellé sur le sens réel de ces mots, Xavier Driencourt tente de se justifier. «Je ne veux pas entrer dans des discussions de ce type.

Je crois qu'il y a les faits, il y a les chiffres, il y a l'histoire. Nous reconnaissons les faits, nous reconnaissons l'histoire, nous reconnaissons votre histoire et je ne voudrais pas faire comme les autruches en mettant la tête dans le sable et ne pas reconnaître», affirme-t-il en montrant une cravate imprimée de petites autruches. Il est vrai que les effets vestimentaires sont souvent porteurs de messages. Mais le message essentiel à retenir de la visite du représentant de l'Etat français en Algérie ne concernait que le dossier de l'abolition de la peine de mort. Le reste n'est que de l'histoire ancienne.

T. H.



Xavier Driencourt, lors de sa visite à la prison de Serkadji.

Photo : Samir Sid

CARTE CHIFA

«Le seuil des 2 000 DA n'est pas figé»

Le seuil de bénéfice des nouvelles mesures du système du tiers payant à 2 000 DA pourrait être revu à la hausse. «Le seuil de 2 000 DA n'est pas figé», assurait, hier, Djamel Ould Khaoua, directeur régional de la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (Casnos) Alger.

Wassila Z. - Alger (Le Soir) - Ould Khaoua, qui s'est exprimé à l'occasion des journées portes ouvertes organisées par la Casnos, agence régionale d'Alger, dans le cadre du lancement de la phase d'exploitation de la carte Chifa, a expliqué que ce seuil pourrait être soumis à des changements, suivant «les coûts des médicaments et du SNMG». Il rappellera, toutefois, que chaque ordonnance dépassant ce seuil, est soumise à un contrôle médical. Si ce seuil est dépassé, l'assuré aura recours à l'ancien système de remboursement toujours en vigueur, a-t-il expliqué. L'entrée en exploitation de la carte Chifa depuis le 9 octobre permet aux assurés non salariés de

bénéficier d'une prise en charge par la Sécurité sociale du coût des médicaments prescrits dans une ordonnance à 2 000 DA, à concurrence de deux ordonnances par trimestre et par personne. Sur simple présentation de cette carte et d'une ordonnance, les assurés non salariés peuvent bénéficier des avantages du système du tiers payant pour l'acquisition de médicaments prescrits auprès de n'importe quelle officine pharmaceutique conventionnée avec la Casnos. Toutefois, le directeur régional de la Casnos a soutenu que pour cette catégorie d'assurés, la carte Chifa a une période de validité d'une année. Elle sera mise à jour une fois que l'assuré aura payé sa cotisation annuelle. Une opération «rapide», affirme notre interlocuteur, permettant de bénéficier des prestations Casnos et de la carte Chifa. L'opération de généralisation de la carte magnétique Chifa est menée à terme par les services concernés des assurances et des officines conventionnées, assurait, hier, le directeur régional de la Casnos d'Alger. Les

carnets du tiers payant réservés aux malades chroniques se verront remplacés progressivement par la carte magnétique Chifa, indique-t-il. A Alger, ils sont quelque 180 000 travailleurs non salariés à être affiliés à la Casnos, avec une évolution de 15 à 20%, souligne Ould Khaoua. 160 000 demandes de carte chifa ont été enregistrées. La caisse a déjà prévu 12 100 cartes, dont 4 000 ont été délivrées et les autres sont en production. La cadence de délivrance est de 100 à 150 cartes par jour, selon ce responsable. Ce dernier soulignera, par ailleurs, que 2 195 demandes ont été rejetées, en raison d'un dossier incomplet. C'est dans ce sens que ces journées initiées pas la Casnos visent à informer, vulgariser l'utilisation de la carte Chifa auprès des assurés et éclairer les zones d'ombre qui subsistent. Le rappel de la nécessité de dépôt d'un dossier pour son acquisition a constitué le principal point de cette campagne de sensibilisation de proximité menée par les personnels de la Casnos.

W. Z.